

LE BAROMÈTRE MENSUEL DE L'INCLUSION FINANCIÈRE

Numéro 25 – mai 2023



Le nombre de dossiers de surendettement déposés en avril est quasiment stable (+ 1%) par rapport à avril 2022. La légère hausse constatée au premier trimestre marque une pause. Depuis le début de l'année, la progression est de 5% par rapport à la même période en 2022. Mais la baisse reste de 23 % par rapport aux quatre premiers mois de 2019.

Le nombre de désignations de droit au compte est en légère baisse par rapport au premier quadrimestre 2022.

Le volume des nouvelles déclarations d'incidents sur remboursement de crédit est relativement stable depuis janvier et reste proche des niveaux de 2019 vers lesquels il était graduellement revenu l'an passé. Ainsi, au-delà de la comparaison avec les premiers mois de 2022, qui ont constitué la fin de l'épisode de très faible volumétrie d'incidents lié à la crise sanitaire, les difficultés de remboursement de crédit restent modérées. Les nouvelles déclarations au fichier central des chèques demeurent à un niveau bas et stable sur un an.

Le nombre des demandes d'information ou d'accompagnement de particuliers adressées à la Banque de France sur des sujets d'inclusion financière* via son accueil multicanal - guichet, téléphone (via le 34 14, numéro d'appel unique pour joindre la Banque de France), courrier, web - reste sensiblement supérieur à l'an passé, tout comme les consultations de l'espace particuliers-inclusion financière son site internet (wwwbanque-France.fr / espace particuliers-inclusion financière).

**Droits d'accès aux fichiers d'incident, surendettement, droit au compte ou Infobanque (informations sur la réglementation sur les moyens de paiement, les comptes et frais bancaires, les livrets bancaires, le microcrédit, etc.)*

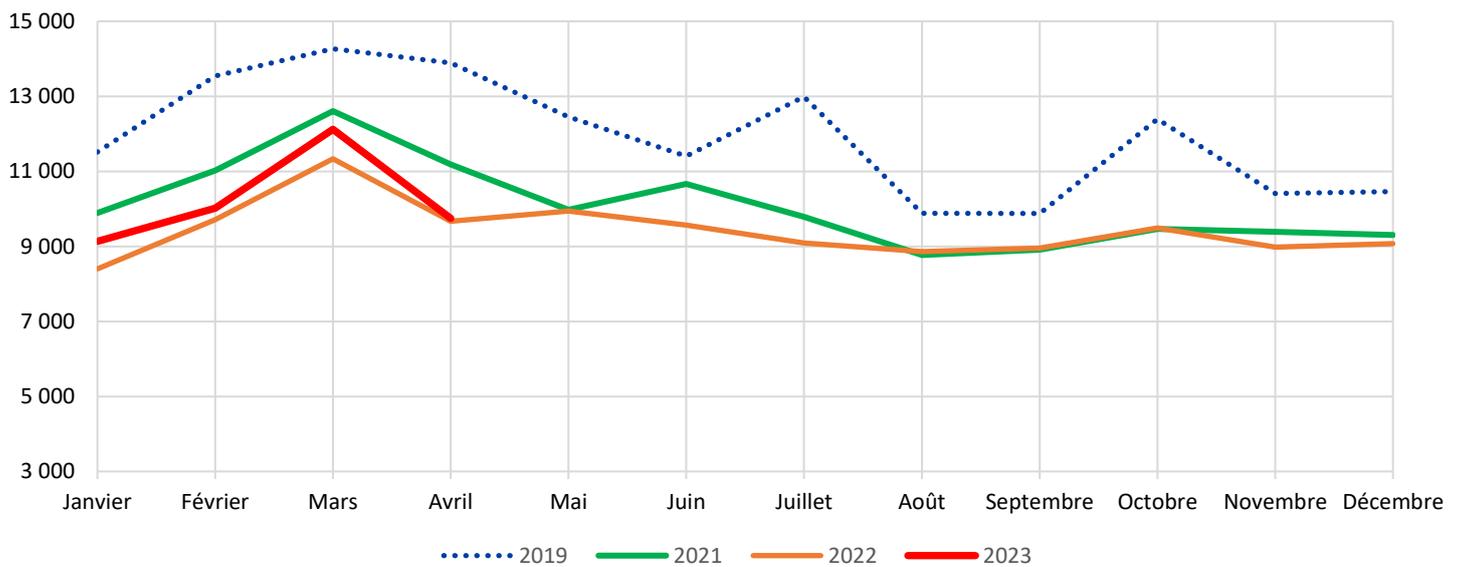
ÉLÉMENTS CONJONCTURELS SUR L'INCLUSION FINANCIÈRE

1. Dépôts de dossiers de surendettement

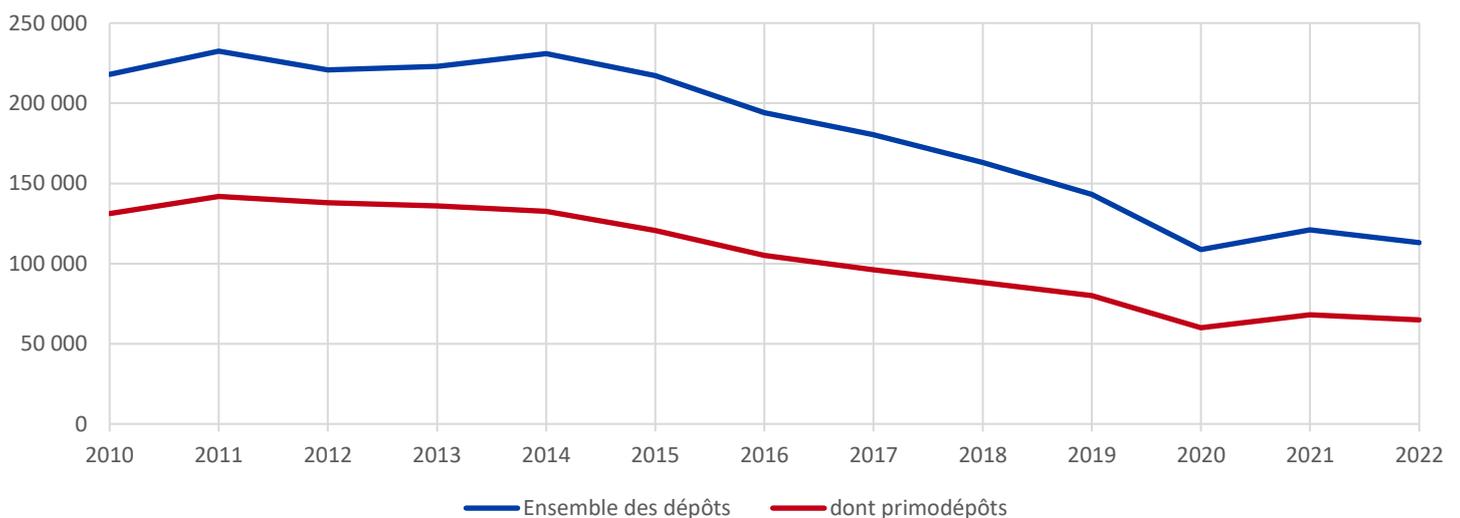
	Avril 2022	Avril 2023*	Évolution mensuelle 2023/2022	Cumul 2022 (à fin avril)	Cumul 2023* (à fin avril)	Évolution du cumul 2023/2022
Dossiers déposés	9 673	9 745	1%	39 118	41 022	5%

* Données provisoires

Évolution mensuelle des dépôts de dossiers (en unités)



Dépôts de dossiers de surendettement
données annuelles 2010-2022 (en unités)



Des indicateurs statistiques détaillés sur le surendettement des ménages sont disponibles en annexe.

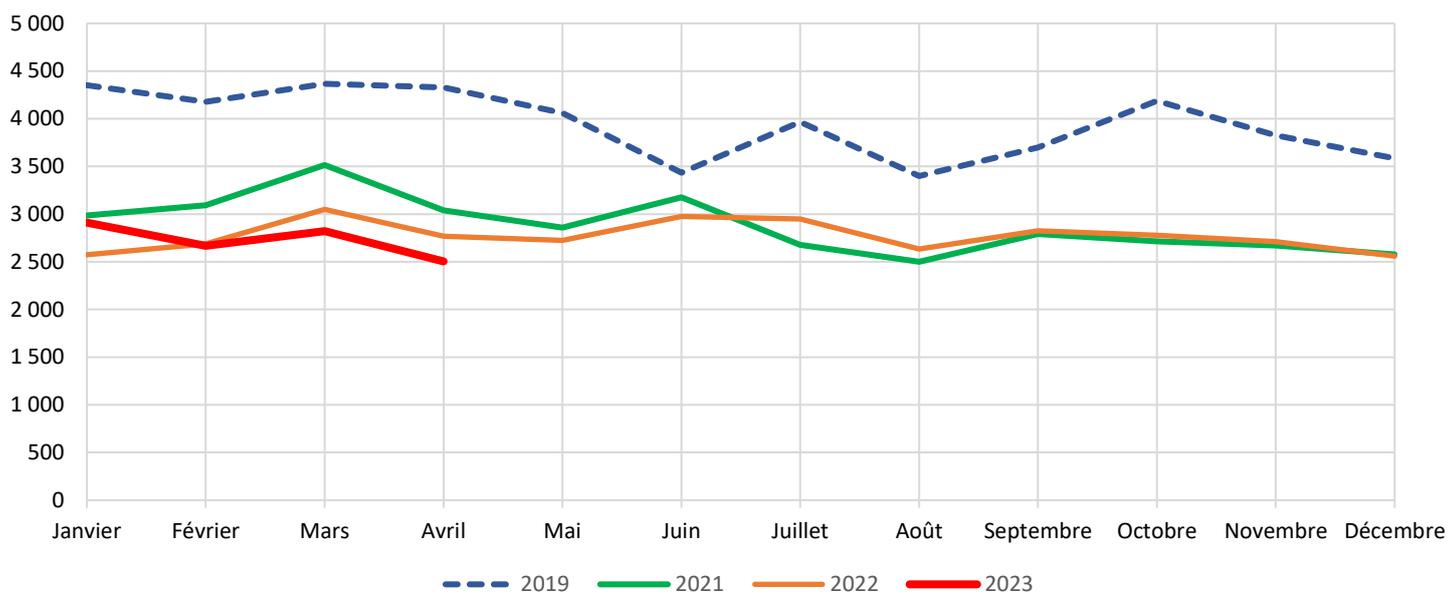
2. Mise en œuvre du droit au compte bancaire

Nombre de désignations de banques pour l'ouverture d'un compte

Avril 2022	Avril 2023*	Évolution mensuelle 2023/2022	Cumul 2022 (à fin avril)	Cumul 2023* (à fin avril)	Évolution du cumul 2023/2022
2 768	2 504	-10%	11 076	10 903	-2%

* Données provisoires

Évolution mensuelle des désignations (en unités)



Informations sur le droit au compte accessibles [ici](#).

3. Fichiers d'incidents : inscriptions et consultation

Le FCC et le FICP

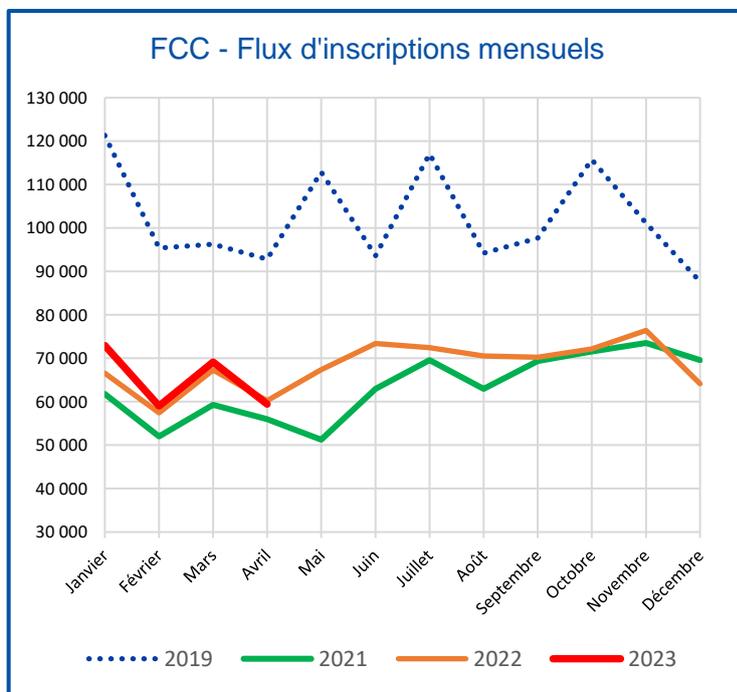
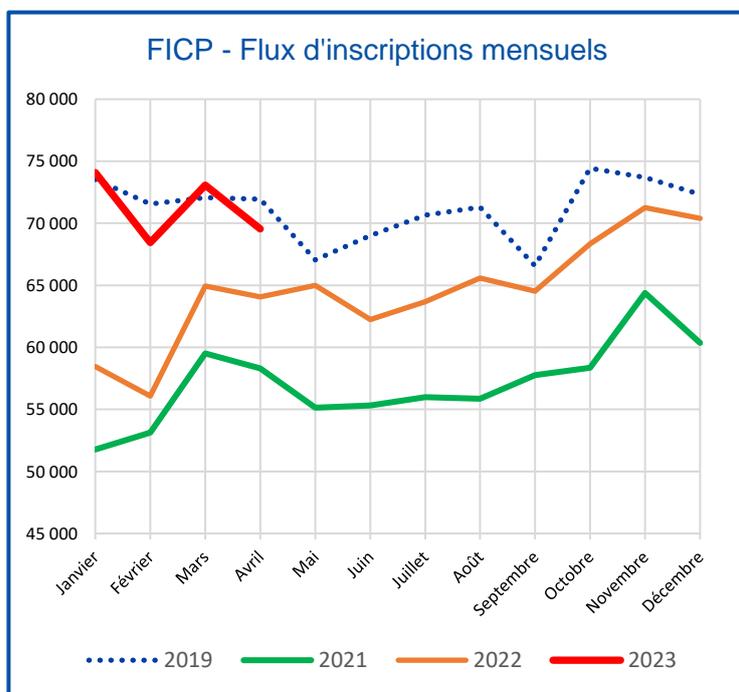
Le **fichier central des chèques** (FCC) recense les personnes qui ont émis un chèque sans provision, ainsi que les personnes s'étant vu retirer leur carte bancaire suite à un usage abusif. Le fichier recense également les cas, plus rares, de personnes sous le coup d'une interdiction judiciaire d'émettre des chèques.

Le **fichier national des incidents de remboursement des crédits aux particuliers** (FICP) recense les personnes qui ont rencontré des difficultés dans le remboursement d'un crédit souscrit à titre personnel, ainsi que les personnes en situation de surendettement, dès la date du dépôt d'un dossier auprès du secrétariat d'une commission de surendettement.

Flux d'inscriptions de personnes au FICP et au FCC (en unités)

	Avril 2022	Avril 2023*	Évolution mensuelle 2023/2022	Cumul 2022 (à fin avril)	Cumul 2023* (à fin avril)	Évolution du cumul 2023/2022
Inscriptions au FICP dont incidents de paiement	64 065 58 166	69 546 63 751	9% 10%	243 544 220 191	285 147 260 918	17% 18%
Inscriptions au FCC dont incidents sur chèque dont retraits de carte bancaire	60 246 53 046 7 610	59 464 52 161 7 687	-1% -2% 1%	251 562 222 645 30 630	260 601 226 690 35 631	4% 2% 16%

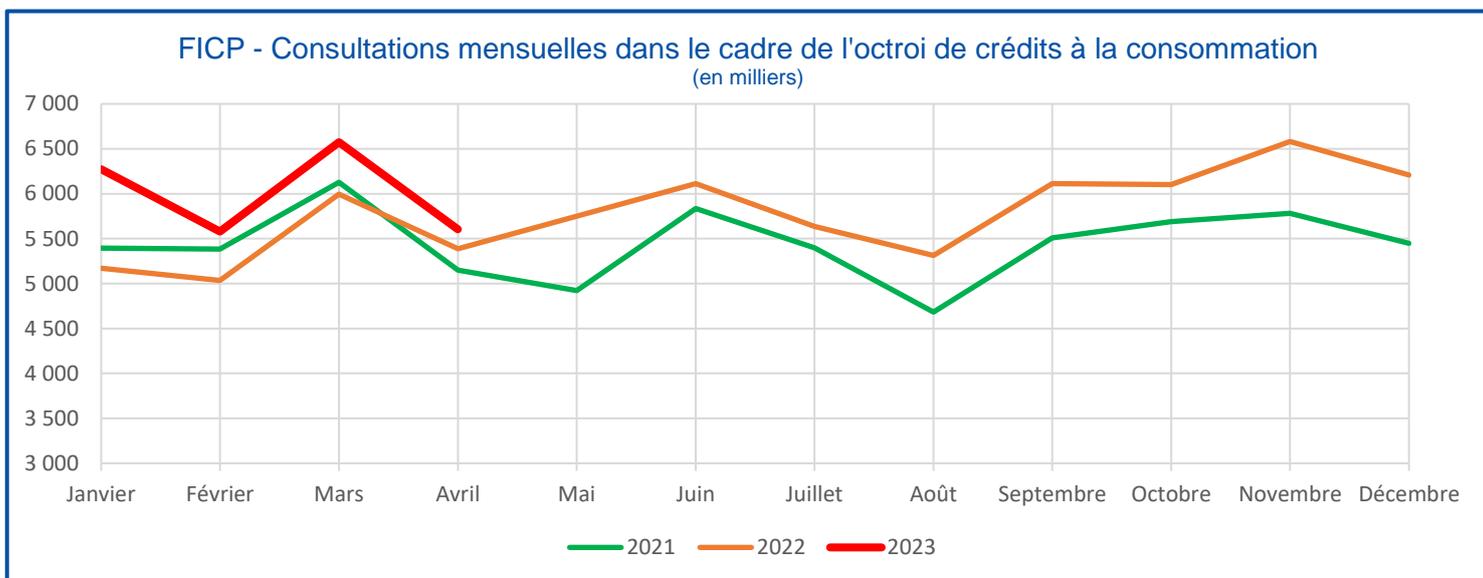
* Données provisoires



Flux de consultation obligatoire dans le cadre de l'octroi de crédits à la consommation et de crédits immobiliers (en milliers)

	Avril 2022	Avril 2023*	Évolution mensuelle 2023/2022	Cumul 2022 (à fin avril)	Cumul 2023* (à fin avril)	Évolution du cumul 2023/2022
Consultation du FICP dont crédits à la consommation dont crédits immobiliers	5 386 646	5 603 430	4% -33%	21 588 2 633	24 026 1 759	11% -33%

* Données provisoires



Informations sur les fichiers d'incidents accessibles [ici](#)

4. Personnes informées / accompagnées par la Banque de France sur un sujet d'inclusion financière

Nombre de personnes ayant sollicité les services de la BDF (téléphone, web, guichet, courrier) **

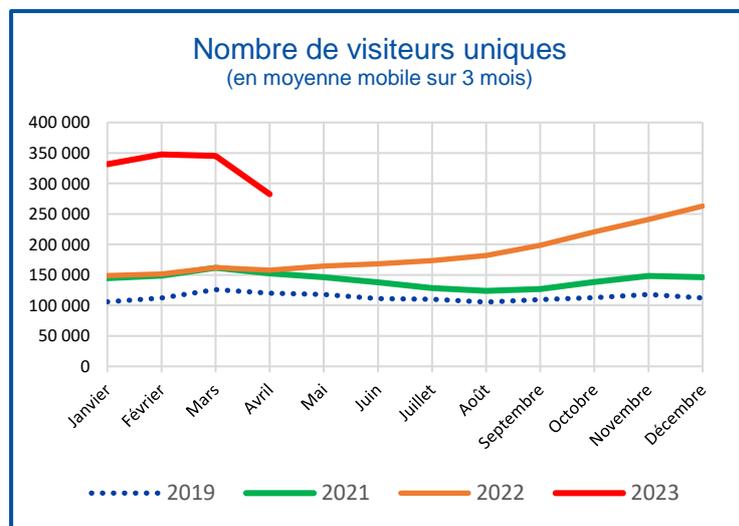
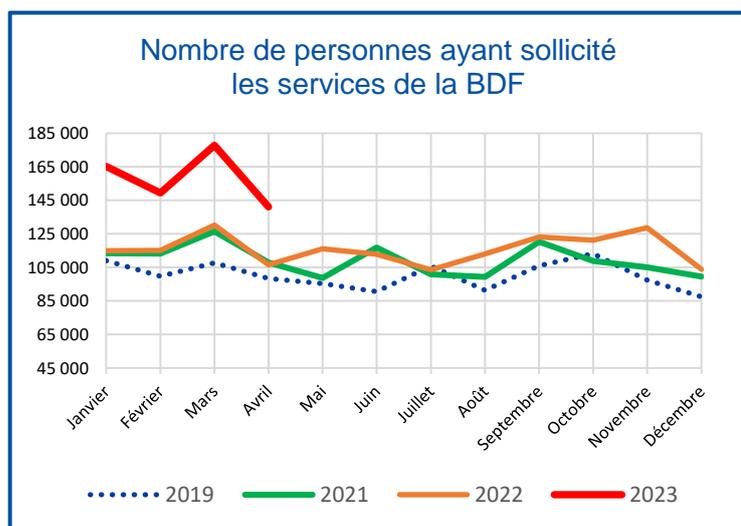
Avril 2022	Avril 2023*	Évolution mensuelle 2023/2022	Cumul 2022 (à fin avril)	Cumul 2023* (à fin avril)	Évolution du cumul 2023/2022
106 510	141 115	32%	466 695	633 510	36%

**A partir de janvier 2023, le nombre d'appels téléphonique est établi de manière plus exhaustive, ce qui explique en partie la hausse constatée.

Nombre de visiteurs uniques sur l'espace particuliers-inclusion financière du site www.banque-france.fr (somme cumulée des visiteurs uniques quotidiens)

Avril 2022	Avril 2023*	Évolution mensuelle 2023/2022	Cumul 2022 (à fin avril)	Cumul 2023* (à fin avril)	Évolution du cumul 2023/2022
149 965	274 253	83%	635 898	1 338 199	110%

* Données provisoires



Informations sur l'inclusion financière disponibles [ici](#)

ANNEXE – ÉLÉMENTS DE TYPOLOGIE SUR LE SURENDETTEMENT

Dossiers traités par les commissions de surendettement

(Dossiers en nombre, part en %)

	T1 - 2022	T2 - 2022	T3 - 2022	T4 - 2022	T1 -2023*	2021	2022
Dossiers traités	26 242	26 148	26 044	25 106	23 926	115 209	102 963
dont dossiers suivis par un travailleur social	49,0	47,8	49,9	49,1	47,8	48,7	48,9
Cause de surendettement							
Licenciement/chômage	21,8	21,8	21,5	21,0	21,7	23,5	21,5
Maladie/accident/invalidité	14,5	14,4	14,7	15,7	14,9	14,3	14,8
Séparation/divorce	14,3	13,9	13,7	13,5	13,4	14,4	13,8
Décès d'un membre de la cellule familiale	3,1	2,9	2,9	3,1	3,0	3,0	3,0
Baisse des ressources	22,8	23,6	22,9	21,8	21,5	22,8	22,8
Autres	23,5	23,3	24,4	25,0	25,5	21,9	24,1

Sources : Banque de France

* Données provisoires

Profil sociodémographique

(En % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus – débiteurs et codébiteurs)

	T1 - 2022	T2 - 2022	T3 - 2022	T4 - 2022	T1 -2023*	2021	2022
Répartition par sexe							
Hommes	45,9	45,9	45,8	45,8	45,9	46,2	45,8
Femmes	54,1	54,1	54,2	54,2	54,1	53,8	54,2
Répartition par âge							
De 18 à 34 ans	17,9	18,9	20,0	20,6	19,3	21,6	21,8
De 35 à 54 ans	48,0	47,9	47,3	47,5	47,1	48,8	47,9
55 ans et plus	34,1	33,1	32,7	31,9	33,6	29,7	30,2

Sources : Banque de France

* Données provisoires

Situation au regard du logement

(En % du nombre de dossiers traités)

Locataires
Propriétaires et propriétaires accédants
Hébergés, occupants à titre gratuit et autres cas

T1 - 2022	T2 - 2022	T3 - 2022	T4 - 2022	T1 -2023*
75,6	76,0	76,4	75,9	75,2
9,5	9,3	8,6	8,5	8,8
14,9	14,7	15,0	15,6	16,0

2021	2022
75,8	76,0
9,6	9,0
14,6	15,0

Sources : Banque de France

Note : Répartition des résidences principales selon le statut d'occupation du débiteur

* Données provisoires

Niveau de vie des ménages surendettés

(En % du nombre de dossiers traités)

Ressources (R) < seuil de pauvreté
Seuil de pauvreté < (R) < revenu médian
R ≥ revenu médian

T1 - 2022	T2 - 2022	T3 - 2022	T4 - 2022	T1 -2023*
54,2	55,0	55,3	52,4	50,6
38,4	37,6	37,7	40,0	40,7
7,4	7,4	7,0	7,6	8,7

2021	2022
56,4	54,3
37,0	38,4
6,7	7,3

Sources : Banque de France

Notes : Le niveau de vie d'un ménage correspond à ses ressources mensuelles nettes par unité de consommation ; Pour un ménage d'une personne, le seuil de pauvreté et le niveau de vie médian sont respectivement de 1 129 et 1 881 euros en 2022.

* Données provisoires

Caractéristiques de l'endettement pour l'ensemble des dossiers traités

(En % des dossiers concernés par chaque catégorie de dettes)

Dettes immobilières
Dettes à la consommation
Dettes de charges courantes
Autres dettes

T1 - 2022	T2 - 2022	T3 - 2022	T4 - 2022	T1 -2023*
12,5	11,9	10,5	10,8	10,5
72,1	72,4	71,2	71,7	72,4
77,2	77,5	77,8	77,8	75,9
72,2	72,8	73,0	72,5	73,7

2021	2022
12,6	11,3
72,4	71,7
78,5	77,5
72,5	72,5

Sources : Banque de France

Note : Les autres dettes sont composées des autres dettes financières et autres dettes.
Note de lecture : au 4^{ème} trimestre 2022, 10,8% des dossiers traités comportent au moins une dette immobilière.

* Données provisoires

Enquête typologique et autres études sur le surendettement des ménages disponibles [ici](#).

ANNEXE – DONNÉES SUR L'ACTIVITÉ DES COMMISSIONS DE SURENDETTEMENT ET LE TYPE DE SOLUTIONS MISES EN ŒUVRE AU PROFIT DES PERSONNES SURENDETTÉES

Indicateurs statistiques sur le surendettement

	mars 2023	avril 2023*	Cumul de janvier à avril		2022
			2022	2023*	
Dossiers déposés	12 121	9 745	39 118	41 022	113 082
Dossiers recevables	9 578	9 202	33 796	33 927	102 595
Dossiers traités par les commissions (A+B+C+D)	9 818	8 921	38 757	36 757	118 199
Dossiers irrecevables (A)	6,9%	6,9%	4,8%	6,5%	5,2%
Mesures de rétablissement personnel (B)	31,7%	33,7%	36,9%	33,4%	37,8%
Mesures imposées suite RP sans LJ	31,3%	33,4%	36,6%	33,1%	37,5%
Accords débiteurs sur les demandes d'ouverture d'une PRP avec LJ	0,4%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
Mesures de réaménagement des dettes (C)	53,2%	51,3%	51,6%	52,4%	50,0%
Plans conventionnels perennes	3,3%	3,1%	3,5%	3,3%	3,1%
Plans d'attente	3,9%	3,6%	4,5%	3,9%	4,1%
Mesures perennes	36,1%	34,7%	34,6%	35,5%	33,7%
Mesures d'attente	9,9%	9,8%	9,0%	9,8%	9,0%
Dossiers clôturés (D) (y compris constats de non-accord n'ayant pas fait l'objet d'une ouverture des mesures)	8,2%	8,0%	6,7%	7,7%	7,0%
Relations avec les tribunaux Nombre de dossiers faisant l'objet d'un recours ou d'une contestation	1 811	1 665	7 720	7 041	23 213

* Données provisoires

Source : Banque de France

En avril 2023, 9 745 dossiers ont été déposés auprès des commissions de surendettement, celles-ci en ayant traité 8 921 dans le cadre des dispositions législatives en vigueur.

Fin janvier 2023, 65 620 primodépôts ont été enregistrés sur 12 mois glissants, représentant 57,7 % de l'ensemble des dépôts sur la période.

Schéma de la procédure en vigueur depuis janvier 2018

